

Stopper l'incendie lepéniste

Jean-Pierre Mignard, Bernard Stephan 7 Décembre 2015

Elections régionales 2015, marine le pen, front national



Ce n'est pas un coup de semonce, c'est un coup de tonnerre dans le ciel d'une démocratie affaiblie. L'urgence est totale, vitale, absolue.

Treize ans ont passé depuis le choc du 21 avril 2002 et tout se déroule comme si nous n'avions rien appris de ce coup de semonce qui vit un nostalgique de l'Algérie française, fervent partisan de la torture et considérant les chambres à gaz comme « un détail de l'histoire » parvenir à se hisser au second tour de l'élection présidentielle. Treize ans ont passé et le coup de semonce s'est transformé en sonnerie de tocsin. Le feu a couvé, des brasiers se sont formés à Orange, à Hénin-Beaumont, à Fréjus, à Béziers... À chaque fois, l'arc politique républicain a juré que l'incendie serait jugulé. Certains ont apporté des seaux d'eau et d'autres ont soufflé sur les braises... L'incendie s'est propagé et il menace d'emporter la France et, par-delà les frontières, la Hongrie déjà sous la coupe d'Orbán, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la Pologne, les Pays-Bas, tous menacés par le feu ravageur d'une extrême droite décomplexée pendant que, vers l'Oural, se dresse la stature despotique de Poutine.

Un danger mortel pèse désormais sur la démocratie en France. À l'issue du premier tour des élections régionales, le Front national est en mesure de l'emporter dans six régions : la Provence – Alpes – Côte-d'Azur, le Nord – Pas-de-Calais – Picardie, l'Alsace – Lorraine – Champagne-Ardenne, le Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées, la Bourgogne – Franche-Comté, le Centre – Val-de-Loire. Six régions sur treize... et, à l'échelle nationale, le parti de la famille Le Pen parvient à réunir 28 % des suffrages exprimés. Au regard de ce constat, la progression timorée d'une droite qui se tourne de plus en plus vers les vents dominants de son extrême et la défaite d'une gauche en morceaux sont des épiphénomènes.

Alors se posent deux questions simples. D'abord, pourquoi ? Ensuite, comment éteindre l'incendie qui menace la démocratie ? Commençons par les pourquoi. Il existe des moments dans la vie politique où les désarrois sont tels que tout discours cherchant à construire un projet est immédiatement consumé par le feu des pulsions, que les barrières qui contenaient les sentiments les plus sordides dont est capable l'espèce humaine cèdent. Cela eut lieu dans les années 1930 et on sait à quelles abominations cela mena.

Nous ne sommes plus en 1930 mais les massacres terroristes du 13 novembre, après ceux de janvier, ont provoqué la contagion de la peur à l'exact opposé de la mondialisation heureuse promise depuis vingt ans. Le monde change à une vitesse inégalée, la planète s'orientalise, relativisant l'Europe qui n'est plus au centre. Les anciennes dominations s'envolent, cependant qu'un capitalisme financier froid et débarrassé de tout esprit d'entreprise impose sa loi abstraite à des États réduits à des appareils bureaucratiques que la volonté politique et le courage ont souvent déserté. Les presque six millions de personnes sans travail régulier résultent de ces chocs. Le phénomène s'aggrave depuis quarante ans, c'est-à-dire deux générations ; il n'est pas besoin de se demander où se tapit le désespoir qui fait désirer de moins en moins secrètement que le pire survienne, que la table soit renversée, qu'un nouvel ordre même haineux survienne car le pire est déjà là. Il serait pourtant simpliste de réduire l'extension de l'incendie lepéniste à la progression du chômage et des inégalités abyssales. Car lorsque, dans ce changement du monde fragilisé par une crise écologique, surgit une hydre terroriste instrumentalisant l'islam et son cortège de morts, la peur se propage. L'inquiétante instabilité de la planète s'invite aux terrasses des cafés et dans l'intimité des appartements. Alors, quand se propage le sordide discours de la « grande invasion », les pyromanes frontistes jubilent de voir leur nationalisme banalisé.

À ce stade, la nécessaire réponse du gouvernement renforçant la sécurité des Français face au terrorisme ne parvient pas à juguler une profonde crise morale. Le 11 janvier, la marche de plus de quatre millions de personnes dans les rues avec la liberté, l'égalité et la fraternité au cœur avait laissé entrevoir un sursaut démocratique. Onze mois plus tard, la peur et l'état d'urgence ont brisé cet élan. La crise morale, sur fond de crise sociale fragmentée, vient de loin : elle tient pour une grande part à la perte de crédit des grandes institutions politiques, sociales, religieuses et même associatives qui, depuis la naissance de la République il y a plus de cent trente ans, encadraient les conduites et formaient les consciences. La légitime montée des aspirations

individuelles découlant de ce travail d'éducation n'a pas été accompagnée, laissant s'installer la défiance et la progression d'un sentiment d'abandon dans le lit duquel poussent les haines ordinaires. La montée des individualités réclame autre chose que la mise au pinacle de l'arène de la performance où chacun est sommé de gagner son combat sous peine de n'être rien.

Il faut continuer à s'interroger, à délaissier les réponses toutes faites, car stopper l'incendie est essentiel. Certes, penser au second tour. Tout faire pour éviter que le Front national ne s'empare des six bastions régionaux qu'il convoite, surtout éviter les combinaisons de l'entre-deux-tours, petits arrangements d'une nomenclature politique aux abois cherchant à sauver les meubles, quelques places et au passage quelques subsides. Appeler à la conscience de chacun pour partout éviter le pire et surtout ouvrir une perspective. 2017 est déjà dans toutes les têtes. Les écuries sont prêtes à se jeter dans la course. La droite lance ses chevaux, les gauches sont tétanisées, d'aucuns espèrent que l'actuel hôte de l'Élysée retrouve son aura installée dans la tribune présidentielle. Seule l'extrême droite, délaissant et moquant ces jeux narcissiques, sait qui sera sa candidate. Au train où vont les choses, elle deviendra bientôt la cheffe qu'on appelle au secours pour que s'installe un régime autoritaire consenti. Alors, il sera trop tard pour arrêter l'incendie.

Crier « Au feu ! » ne suffit pas. Attendre un signal de l'Élysée est vain. Alors il est temps de provoquer un choc démocratique. Pourquoi l'ensemble des citoyens qui, dans de multiples réseaux, tissent des liens au quotidien, innovent, entreprennent sur les plans économique et social, luttent contre la pauvreté, accueillent les réfugiés, ont le souci du droit ne se réuniraient-ils pas en de multiples cercles dans les territoires pour tenir des états généraux d'un réveil démocratique ? Ouvrir largement ces cercles, diffuser leurs travaux par les réseaux sociaux, identifier des biens communs, faire en sorte que syndicats et partis écoutent avant de parler, la tâche est immense. Les forces manquent ? Raison de plus pour cesser de décréter, pour inventer, construire avec ambition et humilité le renouveau d'une démocratie qui recèle pourtant des richesses que nous ne savons plus voir ni faire grandir. Il est encore temps de stopper l'incendie lepéniste. Le signal du sursaut est entre les mains de chacun.

Source : **TC**